

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, 25 avril 2025

Nos réf. : SHM/JG/MI n° 25 - 121

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROGRANULATS - Semoutiers**

1, rue du Canal  
Pôle Industriel du Malambas  
57280 HAUCONCOURT

Code AIOT : 0003014598

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 mars 2025 dans l'établissement EUROGRANULATS - Semoutiers implanté voie communale C5 - 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du traitement d'un porter à connaissance déposé par la société EUROGRANULATS demandant la possibilité d'accueillir des déchets autres que ceux autorisés. Elle a également permis de vérifier le bon fonctionnement des installations un an après la mise en service de l'exploitation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROGRANULATS - Semoutiers
- Voie communale C5 - 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON
- Code AIOT : 0003014598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROGRANULATS souhaite exploiter une installation de stockage de déchets inertes et de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, sur la commune de SEMOUTIERS-MONTSAON. Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ainsi, cette demande d'autorisation concerne :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dont le casier est dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié,
- une installation de stockage de déchets inertes (ISDI),

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 8.11	Sans objet
2	Rejets	Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 4.4	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 8.12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non conformités.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des déchets reçus par l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 8.11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des déchets reçus par l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La plateforme de dépôt de matériaux comporte deux parties : - la partie Sud, pour le stockage de déchets inertes : ISDI - la partie Nord, pour le stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié : ISDND L'ISDND comporte un unique casier indépendant hydrauliquement, comprenant un fond ouvragé et 3 flancs s'appuyant sur les flancs Ouest, Nord et Est de la carrière. Le 4ème flanc est quant à lui réalisé sur le massif d'inertes (ISDI) préalablement constitué en parallèle à l'exploitation de l'ISDND.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, le site comprenait bien les zones de stockage : l'ISDI sur la partie sud, et la zone de stockage des matériaux amiantés dans la partie Nord. La 1ère alvéole de stockage de matériaux amiantés était quasiment terminée le jour de la visite et en cours de recouvrement. Une zone de stockage de matériau de recyclage est également présente, face à la zone de stockage Nord, issue de concassage de matériaux de déconstruction. Ces matériaux sont régulièrement réutilisés. Le site est donc conforme aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, limitation et fréquence des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.  Les eaux résiduares respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) : Rejet n°1 : pH compris entre 5,5 et 8,5 ; teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; Périodicité de la mesure : deux fois par an Une recherche de fibres d'amiante dans les boues du séparateur à hydrocarbures est effectuée annuellement. La concentration en fibres d'amiante dans les boues du séparateur à hydrocarbures ne dépasse pas 5 fibres par litre.  Rejet n°2 : Les dispositions prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sont remplacées par une recherche de fibres d'amiante avec une fréquence annuelle. Ces mesures sont effectuées par un organisme indépendant. La concentration en fibres d'amiante ne dépasse pas 5 fibres par litre.  Rejet n°3 : Les rejets ont lieu dans le respect des dispositions prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. De plus, il est procédé à 3 analyses annuelles de contrôle de fibres d'amiante. Ces mesures sont effectuées un organisme indépendant. La concentration en fibres d'amiante ne dépasse pas 5 fibres par litre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le jour de la visite les analyses qu'il doit régulièrement effectuées. Les résultats fournis ne montrent pas de dépassements des seuils prescrits, notamment vis à vis des particules d'amiantes ; ceci indiquant donc une bonne étanchéité des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Déchets****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 8.12**Thème(s) :** Autre, Descriptions des déchets entrants**Prescription contrôlée :**

Les déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Dénomination déchet	Commentaire
Déchets dangereux	17 06 05*	matériaux de construction contenant de l'amiante	
	17 03 01*	mélanges bitumineux contenant du goudron	déchets d'agréats d'enrobés bitumineux amiantés dont la teneur en HAP est inférieure à 1000 ppm
Déchets non dangereux	17 03 02	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01	déchets d'agréats d'enrobés bitumineux amiantés dont la teneur en HAP est inférieure à 1000 ppm
Déchets inertes	Tout déchet inerte respectant les conditions d'admission des déchets fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.		

**Constats :**

A notre demande, l'exploitant nous présente son registre d'acceptation des déchets.

Les codes déchets présentés sur le registre, correspondent à ceux prescrits dans son arrêté d'autorisation.

Nous notons des codes déchets internes, que nous demandons à modifier, pour plus de clarté lors de futurs contrôles.

L'exploitant les a modifiés instantanément. Les codes internes correspondent à des codes déchets régulièrement autorisés sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite